

Septembre 2007
codex 2007-2008

NEERLEGGING-DEPÔT

1 3 "09- 2007

REGISTR.-ENREGISTR.

0 2 -10- 2007

NR

N°

84.969 16/215
CONFECTION-CCT EMPLOYES
PAIX SOCIALE 01/ 1

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 10 SEPTEMBRE 2007 CONTENANT L'ACCORD DE PAIX SOCIALE 2007/2008

CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs ressortissant à la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection et aux employés qu'ils occupent.

CHAPITRE II - DUREE

Article 2

La présente convention collective de travail est applicable à partir du 1er janvier 2007 jusqu'au 31 décembre 2008 inclus et contient les nouveaux accords valables durant cette période.

CHAPITRE III - CONDITIONS DE TRAVAIL

Article 3

Pendant la durée de validité de la présente convention collective de travail, les employeurs s'engagent à octroyer aux employés une augmentation du pouvoir d'achat d'une valeur équivalente à une augmentation de la rémunération brute de 24 euros par mois.

Cette augmentation du pouvoir d'achat peut s'effectuer selon une des quatre formules suivantes :

- un complément patronal équivalent, à verser dans le cadre d'une police d'«assurance-groupe » ou de «pension extralégale» conclue au niveau de l'entreprise ;
- un complément patronal équivalent, à verser dans le cadre d'une police «assurance hospitalisation» conclue au niveau de l'entreprise ;
- une part patronale équivalente dans un système de chèques repas ;
- une augmentation de la rémunération brute de 12 euros par mois les 1^{er} novembre 2007 et 1^{er} mai 2008.

Si le choix se porte sur une autre formule que celle de l'augmentation de la rémunération brute, le système choisi doit débiter le 1er janvier 2008 au plus tard.

Pour les employés à temps partiel, l'augmentation du pouvoir d'achat est calculée au prorata de leur régime de temps de travail.

Les autres modalités de ces différentes formules d'augmentation du pouvoir d'achat sont définies dans les articles repris ci-après.

Article 4

Le choix éventuel de l'employeur pour une autre formule que celle de l'augmentation de la rémunération brute s'effectue soit par convention collective de travail au niveau de l'entreprise, soit par «acte d'adhésion», où l'employeur transmet certains renseignements à la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection selon un modèle fixé par la commission paritaire.

Si l'employeur n'a pas signifié son choix à la commission paritaire le 1^{er} novembre 2007, la formule de l'augmentation de la rémunération brute visée à l'article 3 s'applique automatiquement.

La formule de l'augmentation de la rémunération brute s'applique aussi automatiquement lorsqu'au sein d'une entreprise tous les employés ne bénéficient pas d'une rémunération mensuelle qui dépasse de 24 euros le minimum prévu dans l'échelle des rémunérations barémiques en vigueur le 1^{er} octobre 2007, vu les conventions collectives de travail sectorielles relatives à la classification de fonctions et à la liaison des rémunérations à l'indice des prix à la consommation.

Commentaires

L'employeur ne peut donc opter pour une autre formule que celle de l'augmentation de la rémunération brute que si les rémunérations brutes des employés occupés correspondent au moins aux rémunérations barémiques, augmentées fictivement de 24 euros le 1^{er} octobre 2007. Les rémunérations mensuelles brutes ne pourront en effet jamais être inférieures aux rémunérations mensuelles minimales prévues dans la convention collective de travail sectorielle relative à la classification de fonctions.

Article 5

Lorsque l'entreprise a, conformément aux articles 3 et 4, opté pour un complément patronal équivalent, à verser dans le cadre d'une police «d'assurance-groupe» ou de «pension extralégale», une somme annuelle supplémentaire de 395,35 euros est versée à chaque employé dans le cadre de la police assurance hospitalisation» conclue par l'employeur au niveau de l'entreprise avec un organisme agréé, à dater du 1^{er} janvier 2008.

Article 6

Lorsque l'entreprise a, conformément aux articles 3 et 4, opté pour un complément patronal équivalent, à verser à chaque employé dans le cadre d'une police «d'assurance hospitalisation » entrant en vigueur le 1^{er} janvier 2008, le montant qui est versé à l'organisme d'assurance agréé choisi dans le cadre de la police collective conclue au niveau de l'entreprise pour la couverture de chaque employé est alors fixé au niveau de l'entreprise. Si ce montant est inférieur à 447,77 euros par an, le montant qui doit encore être octroyé aux employés sous la forme d'une augmentation de la rémunération brute au 1^{er} mai 2008 est alors calculé au niveau de l'entreprise.

Le montant qui, dans le cas précité, doit encore être octroyé sous la forme d'une augmentation de la rémunération brute le 1^{er} mai 2008 est calculé comme suit :

1. le montant de 447,77 euros est diminué du montant qui doit être versé contractuellement à chaque employé dans le cadre de l'assurance hospitalisation ;
2. le solde restant est divisé par le facteur 18,66 ;
3. la rémunération de l'employé est augmentée le 1^{er} mai 2008 du résultat (quotient) de la division précitée, arrondi à deux chiffres après la virgule.

Article 7

Lorsque l'entreprise a, conformément aux articles 3 et 4, opté pour un complément patronal équivalent, sous la forme de chèques-repas, la contribution de l'employeur dans le chèque repas pour chaque employé est fixée à 1,47 euros par jour à partir du 1^{er} janvier 2008 de telle sorte que la valeur totale du chèque-repas s'élève minimum à 2,56 euros par jour.

Conformément à l'article 19bis (révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs) §2, 2° de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969, les entreprises peuvent également faire appel à la possibilité de calculer le nombre de chèques-repas à octroyer sur base d'une fraction en heures, comme visé à cet article précité.

Article 8

Les échelles de rémunérations minimales, visées à l'article 4 de la convention collective de travail du 27 août 2001 relatives à la classification de fonctions, modifiée par la CCT du 15 juillet 2005, augmenteront de 12 euros les 1^{er} novembre 2007 et 1^{er} mai 2008.

Pour les employés occupés dans le cadre d'un contrat de travail à temps partiel, ces échelles de rémunérations s'appliquent au prorata de leur régime de travail.

Article 9

En 2008, un jour de congé payé est octroyé à titre de congé d'ancienneté aux employés qui, au cours de l'année considérée, possèdent 25 ans d'ancienneté ou plus auprès de leur employeur.

CHAPITRE IV - PREPENSION CONVENTIONNELLE A TEMPS PLEIN

Article 10

Le régime de la prépension conventionnelle à temps plein, instauré à l'époque par la convention collective de travail du 8 avril 1981, rendue obligatoire par arrêté royal du 21 septembre 1981 et prolongée depuis lors, sera poursuivi durant la période du 1er juillet 2007 jusqu'au 30 juin 2009, conformément aux conditions fixées dans la convention collective de travail du 26 juin 2007 concernant la prépension conventionnelle.

Article 11

Si, conformément à l'Annexe II de l'Accord Interprofessionnel 2007-2008, plus précisément le chapitre III, premier point, relatif aux travailleurs avec une carrière professionnelle de 40 années de travail effectif, une convention collective de travail interprofessionnelle est conclue au sein du Conseil National du Travail qui ouvre le droit de faire appel à la prépension à partir de 56 ans, une convention collective de travail complémentaire sera alors conclue au niveau sectoriel afin de solidariser en pareil cas l'allocation complémentaire due par l'employeur, visée à l'article 5 de la convention collective de travail n° 17.

CHAPITRE V - PREPENSION A MI-TEMPS

Article 12

La convention collective de travail du 3 juin 1997 relative à la prépension à mi-temps est prolongée jusqu'au 31 décembre 2008.

CHAPITRE VI - FONDS SOCIAL DE GARANTIE

Article 13

L'article 2 des statuts du Fonds social de garantie pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection, fixés par la convention collective de travail du 19 avril 1979, conclue au sein de la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection, contenant la coordination des statuts du Fonds social de garantie pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection, rendus obligatoires par l'arrêté royal du 11 décembre 1979, modifiés pour la dernière fois par la convention collective de travail du 10 mai 2005, est modifié comme suit :

«Article 2

Le siège social du Fonds est établi à Zellik, Leliëgaarde 22.

Il peut être transféré en n'importe quel autre endroit en Belgique, par décision de la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection.

Article 14

L'article 3 des mêmes statuts est modifié comme suit :

«Article 3

Le Fonds a pour but :

- 1° de percevoir les cotisations nécessaires au fonctionnement du Fonds;
- 2° d'octroyer et de verser aux employé(e)s visés à l'article 6 une allocation sociale complémentaire;
- 3° d'effectuer le paiement de l'indemnité complémentaire dans le cadre de la prépension conventionnelle prévue dans la convention collective de travail du 26 juin 2007, ainsi que le paiement des cotisations patronales spéciales visées à l'article 268 de la loi-programme du 22 décembre 1989 et à l'article 141 de la loi-programme du 29 décembre 1990;
- 4° d'effectuer le paiement de la cotisation prévue à l'article 13, § 3 des présents statuts, visant à alimenter le "Fonds de sécurité d'existence pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection" institué par la convention collective de travail du 8 avril 1981, conclue au sein de la Commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection, instituant un fonds de sécurité d'existence de l'industrie de l'habillement et de la confection et fixant ses statuts;
- 5° d'assurer le paiement de l'indemnité prévue par la convention collective de travail du 2 juin 1994 concernant l'allocation complémentaire de sécurité d'existence, dernièrement modifiée par le chapitre IX de la convention collective de travail du 4 septembre 2007 contenant l'accord de paix sociale 2007-2008;
- 6° de financer les initiatives à prendre par les organisations représentées au sein de la commission paritaire, en vue de la formation sociale et professionnelle telle que déterminée par le Conseil d'Administration du Fonds;
- 7° d'assurer le paiement de la cotisation payée conformément à l'article 13, § 4 des présents statuts, en vue du financement de l'Institut pour le Recherche et l'Enseignement dans la Confection et en exécution de la convention collective de travail du 4 septembre 2007 concernant l'emploi et la formation;
- 8° d'assurer le financement du codex contenant les conventions collectives de travail conclues au sein de la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection. »

Article 15

A l'article 13 des mêmes statuts, la date du 30 juin 2007 est remplacée par celle du 30 juin 2009.

Article 16

L'article 14 des mêmes statuts est remplacé par la disposition suivante :

«Du 1^{er} janvier 2001 au 30 juin 2009, les cotisations patronales sont fixées à 0,83% des rémunérations brutes des employés».

CHAPITRE VII - FORMATION ET EMPLOI

Article 17

La convention collective de travail du 15 juillet 2005 concernant la formation et l'emploi est prolongée jusqu'au 31 décembre 2008.

Les mesures nécessaires à une augmentation annuelle du degré de participation à la formation d'au moins 5% seront discutées au sein de l'Institut pour la Formation et l'Enseignement dans la Confection (IREC). A cet égard, le système sectoriel de planning de formation collectif sera utilisé dans les entreprises et renforcé, avec une attention complémentaire pour l'apport des employés concernés.

CHAPITRE VIII - APPLICATION SECTORIELLE DES CCT N° 77BIS. TER ET QUATER

Article 18

Ce chapitre réfère aux conventions collectives de travail n° 77bis, ter et quater du Conseil National du Travail instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à un emploi à mi-temps. Il contient le complément sectoriel de différentes dispositions des conventions collectives de travail n° 77bis, ter et quater précitées pour la durée de validité de la présente convention collective de travail.

Article 19

- § 1. La période maximale d'un an pour l'exercice du droit, visée à l'article 3 des conventions collectives de travail n° 77 bis, ter et quater précitées, est maintenue à cinq ans pour tous les employés.
- § 2. Les employés qui, en application de l'article 3 précité, prennent du crédit-temps pour une période supérieure à un an, peuvent, à partir de la deuxième année, uniquement le faire par période minimum d'un an.

Article 20

Le seuil de 5%, visé à l'article 15 des conventions collectives de travail n° 77bis, ter et quater est porté à 8%.

Pour le calcul de ce seuil, toutes les formes de crédit-temps dans le cadre des CCT n° 77bis, ter et quater sont prises en considération, hormis le crédit-temps des ouvriers/ouvrières qui ont atteint l'âge de 54 ans ou plus.

Au niveau de l'entreprise, ce seuil peut être augmenté, moyennant accord de l'employeur et en tenant compte des possibilités au niveau de l'organisation du travail.

L'application des nouvelles modalités du présent article peut être négociée dans les entreprises où il existe déjà un accord d'entreprise.

Article 21

Vu l'article 14bis des conventions collectives de travail n° 7bis, ter et quater du Conseil National du Travail, il a été convenu qu'au sein de la commission paritaire des efforts seraient fournis pendant la durée de la présente convention collective de travail afin d'éviter que le recours à la notion de « fonction clé » n'aboutisse systématiquement au refus du droit d'accès au crédit-temps pour les employés de 55 ans ou plus qui exercent une fonction clé.

CHAPITRE IX-ALLOCATION COMPLEMENTAIRE DE SECURITE D'EXISTENCE

Article 22

A l'article 2 de la convention collective de travail du 2 juin 1994 concernant l'allocation complémentaire de sécurité d'existence, modifiée pour la dernière fois par la convention collective de travail du 20 juin 2005, la date du 11 mai 1994 est remplacée par la date du 26 juin 2007.

Article 23

A l'article 3 de la convention collective de travail du 2 juin 1994 concernant l'allocation complémentaire de sécurité d'existence, modifiée pour la dernière fois par la convention collective de travail du 20 juin 2005, les quatrième et cinquième paragraphes sont remplacés par les dispositions ci-après et un sixième paragraphe est ajouté :

«§ 4. L'allocation complémentaire de sécurité d'existence maximale s'élève à 4.500 euros pour les employés âgés d'au moins 50 ans, mais de moins de 55 ans le premier jour de chômage indemnisé et qui n'entrent pas en considération pour la prépension, conformément à la convention collective de travail conclue au sein de la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection du 26 juin 2007.

Pour avoir droit à cette allocation complémentaire de sécurité d'existence, ils doivent pouvoir justifier :

- soit d'une occupation ininterrompue de 2 ans au moins, précédant immédiatement le licenciement, dans une ou plusieurs entreprises ressortissant à la commission paritaire pour employés dans l'industrie de l'habillement et de la confection ;
- soit d'une occupation de 5 ans au moins au cours des 10 dernières années précédant le licenciement dans des entreprises ressortissant à la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection.

§ 5. L'allocation complémentaire de sécurité d'existence s'élève à maximum 5.500 euros pour les employés âgés d'au moins 55 ans au premier jour de chômage indemnisé et qui n'entrent pas en ligne de compte pour la prépension conformément à la convention collective de travail conclue le 26 juin 2007 au sein de la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection.

Pour avoir droit à cette allocation complémentaire de sécurité d'existence, ils doivent pouvoir justifier :

- soit d'une occupation ininterrompue de 2 ans au moins, précédant immédiatement le licenciement, dans une ou plusieurs entreprises ressortissant à la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection ;
- soit d'une occupation de 5 ans au moins au cours des 10 dernières années précédant le licenciement dans des entreprises ressortissant à la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection.

§ 6. Le montant forfaitaire par paiement s'élève à 82,63 euros par mois durant les trois premiers mois de chômage indemnisé ininterrompu.

Il est octroyé un paiement forfaitaire de 247,89 euros par période supplémentaire prouvée de 3 mois de chômage indemnisé ininterrompu jusqu'à ce que le droit soit épuisé.

Il n'est pas octroyé de montants autres que les montants forfaitaires de 82,63 euros et de 247,89 euros ; c'est-à-dire qu'un travailleur licencié, qui peut justifier d'une période de chômage excédant la durée minimum mais non d'une période suffisamment longue pour un montant supérieur, n'aura pas droit à un montant supplémentaire. »

Article 24

A l'article 8 de la convention collective de travail du 2 juin 1994 concernant l'allocation complémentaire de sécurité d'existence, modifiée pour la dernière fois par la convention collective de travail du 20 juin 2005, la date d'expiration est remplacée par la date du 31 décembre 2008.

CHAPITRE X-ALLOCATION SOCIALE COMPLEMENTAIRE

Article 25

L'article 2 de la convention collective de travail du 15 juillet 2005 fixant le montant de l'allocation sociale complémentaire est remplacé par les dispositions suivantes :

«Conformément aux dispositions de l'article 7 des statuts du Fonds social de garantie pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection, modifiée pour la dernière fois par la convention collective de travail du 15 juillet 2005, le montant de l'allocation sociale complémentaire qui est octroyé chaque année aux ayants droit est fixée comme suit :

- en 2007 et 2008 :127,90 euros pour les employés qui satisfont aux conditions de l'article 6, § 1, § 2 et § 3 des statuts susmentionnés ;
- en 2007 et 2008 : 37,18 euros pour les employés qui sont restés au chômage complet et ininterrompu tel que défini à l'article 6, § 4 des statuts susmentionnés.

Article 26

A l'article 3 de la convention collective de travail du 15 juillet 2005 fixant le montant de l'allocation sociale complémentaire, la date du 31 décembre 2006 est remplacée par celle du 31 décembre 2008.

CHAPITRE XI - ACTUALISATION DE LA CLASSIFICATION DE FONCTIONS

Article 27

Il a été convenu de décrire et d'insérer dans la grille des salaires les fonctions complémentaires suivantes pendant la durée de la présente convention collective de travail : «employé à la rédaction de factures complexes» et «employé à la comptabilité ».

Un examen aura également lieu en vue de la description et de l'insertion dans la grille des salaires des fonctions suivantes : «employé au stock », «employé chargé de l'imputation des commandes», « employé chargé de l'assistance informatique», «créateur», «employé à la préparation de la production» et «responsable de département» pour des départements tels que : achats, planning, encaissement, ventes, qualité, informatique. La possibilité de faire appel à une expertise externe sera examinée.

Article 28

Les parties conviennent expressément avant la fin de l'année 2007 de reformuler la convention collective de travail du 27 août 2001 relative à la classification de fonctions, modifiée pour la dernière fois par la CCT du 15 juillet 2005.

Le but de cette reformulation est d'enlever tout doute relatif à un éventuel caractère discriminatoire du système de salaires barémiques convenu dans cette CCT faisant référence à l'âge des employés.

Article 29

La convention collective de travail relative à la classification de fonctions tiendra compte de la recommandation, formulée au point 5.b de l'accord interprofessionnel, afin que l'ancienneté d'un travailleur auprès du même employeur à l'issue d'un contrat de travail à durée déterminée ou d'un contrat de remplacement soit prise en compte pour la fixation de la rémunération lors de son engagement sous un contrat à durée indéterminée.

CHAPITRE XII - PERIODES D'ESSAI

Article 30

Une nouvelle période d'essai ne peut être prévue dans les contrats de travail à durée indéterminée qui suivent immédiatement un contrat de travail à durée déterminée ou un contrat de remplacement d'au moins six mois qui concernait le même travail.

CHAPITRE XIII - NON-CUMUL AVEC D'AUTRES AVANTAGES

Article 31

Dans les entreprises ayant déjà accordé, entre le 1^{er} janvier 2007 et la date de conclusion de la présente convention collective de travail, des avantages au moins égaux aux avantages convenus dans la présente convention collective de travail, ces derniers avantages ne devront plus être accordés.

Les entreprises qui n'ont pas appliqué cette dernière disposition doivent maintenir leurs pratiques.

CHAPITRE XIV - PAIX SOCIALE

Article 32

Pendant la durée de la présente convention collective de travail, les parties signataires garantissent le respect de la paix sociale, ce qui implique que :

- 1) toutes les dispositions relatives aux salaires et aux conditions de travail seront rigoureusement observées et ne pourront être contestées par les organisations des travailleurs ou des employeurs, ni par les employés ou par les employeurs ;
- 2) les organisations de travailleurs et les employés s'engagent à ne pas déposer de revendications au niveau national ou régional, ni au niveau de l'entreprise, étant donné que toutes les dispositions normatives individuelles sont réglées par la présente convention collective de travail.

—oOo—

**Acte d'adhésion pour l'octroi d'une augmentation
du pouvoir d'achat suite à la CCT du 10 septembre 2007
conclue au sein de la commission paritaire pour employés de
l'industrie de l'habillement et de la confection**

A renvoyer au président de la commission paritaire 215 (rue E. Blerot 1 à 1070 Bruxelles)
avant le 1er décembre 2007

1. Données d'identification de l'employeur

Nom de l'entreprise :

Adresse :

Numéro d'inscription à l'ONSS : 038-

Nombre d'employés au moment de la signature de l'acte d'adhésion :

Commission paritaire compétente : employés confection et habillement (n° 215)

Délégation syndicale employés : oui non

2. Déclaration

Le soussigné déclare adhérer à l'une des formes d'augmentation du pouvoir d'achat mentionnées sous le point 3 et prévues par la CCT du 10 septembre 2007 conclue au sein de la Commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection.

au moyen d'une convention collective de travail (en annexe),

après concertation, mais sans délégation syndicale, au moyen d'une liste signée par plus de la moitié du nombre d'employés occupés (voir annexe)

3. Formule choisie pour l'augmentation du pouvoir d'achat

Le versement d'un complément patronal dans le cadre d'une police d'«assurance-groupe» ou de «pension extralégale» à partir du 1^{er} janvier 2008 pour un montant de 395,35 € par an, indexable une fois tous les deux ans. Le montant de l'indexation sera fixé dans la CCT pour la paix sociale.

Le versement d'un complément patronal dans le cadre d'une police «assurance hospitalisation» conclue au niveau de l'entreprise. Si ce montant est inférieur à 447,77 € par an, l'entreprise calcule alors le montant qui doit encore être octroyé aux employés sous la forme d'une augmentation de la rémunération brute, à dater du 1^{er} mai 2008. Ceci s'effectue sur base de la formule suivante :

447,77 euros diminué du montant annuel du complément versé à la compagnie d'assurance, à diviser par le facteur 18,66 et arrondi à deux chiffres après la virgule.

L'octroi de chèques-repas d'une valeur de 2,56 € par jour, où l'employeur intervient pour 1,47 € et l'employé pour 1,09 €

(Le système de comptage alternatif est choisi pour les travailleurs à temps partiel). La cotisation patronale est indexable une fois tous les deux ans. Le montant de l'indexation sera fixé dans la CCT pour la paix sociale.

Date :

Nom de l'employeur et signature

ANNEXE : convention collective de travail

liste signée.

september 2007
codex 2007-2008

NEEFLEGGING-OÉPÔT

1 3 "09" 2007

REQUÊSTR.-ËNRcoib i h.

0 2 -10- 2007

NR.
11

84.969 lu 1215

CONFECTIE-CAO BEDIENDEN
SOCIALE VREDE 01/ 1

2

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 10 SEPTEMBER 2007 HOUDENDE AKKOORD VAN SOCIALE VREDE 2007/2008

HOOFDSTUK I - TOEPASSINGSGBIED

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers die ressorteren onder de bevoegdheid van het paritair comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf en op de bedienden die zij tewerkstellen.

HOOFDSTUK II - DUUR

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing vanaf 1 januari 2007 tót en met 31 december 2008 en bevat de nieuwe afspraken geldend gedurende deze période.

HOOFDSTUK III - ARBEIDSVOORWAARDEN

Artikel 3

Tijdens de geldigheidsduur van deze collectieve arbeidsovereenkomst verbinden de werkgevers zich ertoe aan de bedienden een koopkrachtverhoging toe te kennen voor een waarde van een bruto weddenverhoging van 24 euro per maand.

Deze koopkrachtverhoging kan worden gerealiseerd volgens één van de volgende vier formules :

- een équivalente werkgeverstoelage, te storten in het kader van een ondememingspolis "groepsverzekering" of "extralegaal pensioen" ;
- een équivalente werkgeverstoelage, te storten in het kader van een ondememingspolis "hospitalisatieverzekering" ;
- een équivalent werkgeversaandeel in een stelsel van maaltijdcheques ;
- een bruto weddenverhoging van 12 euro per maand op 1 november 2007 en een bruto weddenverhoging van 12 euro per maand op 1 mei 2008.

Wanneer geopteerd wordt voor een andere formule dan deze van de bruto weddenverhogingen, dan dient het gekozen stelsel een aanvang te nemen ten laatste op 1 januari 2008.

Voor de deeltijdse bedienden wordt de koopkrachtverhoging gerekend pro rata hun arbeidstijdregeling.

De verdere modaliteiten van deze verschillende formules van koopkrachtverhoging worden bepaald in de hierna volgende artikelen.

Artikel 4

De mogelijke keuze voor een andere formule dan deze van de bruto weddenverhogingen gebeurt hetzij per collectieve arbeidsovereenkomst op het niveau van de ondememing, hetzij per "toetredingsakte", waarbij de werkgever aan het paritair comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf een aantal inlichtingen overmaakt, volgens een door het paritair comité vastgesteld model.

Indien de werkgever op 1 november 2007 geen keuze heeft betekend aan het paritair comité, dan wordt de formule van de bruto weddenverhoging, bedoeld in artikel 3, automatisch toepasselijk.

De formule van bruto weddenverhoging is eveneens automatisch toepasselijk wanneer in een onderneming op 1 november 2007 niet alle bedienden een maandwedge genieten die minimaal 24 euro hoger is dan het minimum, voorzien volgens de baremieke minimum weddenscalen van kracht op 1 oktober 2007, gelet op de sectoriele collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende de functieclassificatie en betreffende de koppeling van de lonen aan het indexcijfer der consumptieprijsen.

Commentaar :

De werkgever kan dus slechts kiezen voor een andere formule dan deze van de bruto weddenverhogingen indien de bruto wedden van de tewerkgestelde bedienden minstens overeenstemmen met de baremieke wedden, fictief verhoogd met 24 euro op 1 oktober 2007. De bruto maandwedges zullen immers nooit lager kunnen zijn dan de minimum maandwedges, voorzien in de sectoriele collectieve arbeidsovereenkomst betreffende de functieclassificatie.

Artikel 5

Wanneer de onderneming overeenkomstig artikel 3 en 4 heeft gekozen voor de équivalente werkgeverstoelage, te storten in het kader van een ondernemingspolis "groepsverzekering" of "extralegaal pensioen", dan wordt voor elke bediende met ingang van 1 januari 2008 een extra jaarlijkse som van 395,35 euro gestort in het kader van de door de werkgever afgesloten ondernemingspolis met een daartoe erkende instelling.

Artikel 6

Wanneer de onderneming overeenkomstig artikel 3 en 4 heeft gekozen voor de équivalente werkgeverstoelage, voor elke bediende te storten in het kader van een ondernemingspolis "hospitalisatieverzekering", ingaand op 1 januari 2008, dan wordt op ondernemingsvlak het bedrag bepaald dat voor de dekking van elke bediende wordt gestort aan de gekozen erkende verzekeringsinstelling in het kader van de door de onderneming afgesloten collectieve polis. Indien dit bedrag kleiner is dan 447,77 euro per jaar, dan wordt vervolgens op ondernemingsvlak het bedrag berekend dat nog aan de bedienden moet worden toegekend onder de vorm van een bruto weddenverhoging op 1 mei 2008.

Het bedrag dat in voorkomend geval nog moet worden toegekend in de vorm van een bruto weddenverhoging op 1 mei 2008 wordt berekend als volgt :

1. Het bedrag van 447,77 euro wordt verminderd met het bedrag dat voor elke bediende contractueel moet worden gestort in het kader van de hospitalisatieverzekering ;
2. Het overblijvende saldo wordt gedeeld door de factor 18,66 ;
3. De wedde van de individuele bediende wordt op 1 mei 2008 verhoogd met het resultaat (het quotient) van de hiervoor bedoelde deling, afgerond om twee cijfers na de komma.

Artikel 7

Wanneer de onderneming overeenkomstig artikel 3 en 4 heeft gekozen voor de équivalente werkgeverstoelage, in de vorm van maaltijdcheques, dan wordt voor elke bediende de extra bijdrage van de werkgever in de maaltijdcheque met ingang van 1 januari 2008 vastgesteld op 1,47 euro per dag, derwijze dat de totale waarde van de maaltijdcheque minimaal 2,56 euro per dag bedraagt.

Overeenkomstig artikel 19 bis, § 2, 2° van het Koninklijk Besluit van 28 november 1969 töt uitvoering van de wet van 27 juni 1969 töt herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders kunnen de ondernemingen ook gebruik maken van de mogelijkheid om het aantal toe te kennen maaltijdcheques te berekenen op basis van een breuk in uren, zoals bedoeld in voornoemd artikel.

Artikel 8

De minimum weddenschalen, bedoeld in artikel 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 augustus 2001 betreffende de functieclassificatie, gewijzigd bij CAO van 15 juli 2005, worden verhoogd met 12 euro op 1 november 2007 en met 12 euro op 1 mei 2008.

Voor de bedienden die zijn tewerkgesteld met een deeltijdse arbeidsovereenkomst gelden deze weddenschalen pro rata van hun arbeidstijdregeling.

Artikel 9

In het jaar 2008 zal aan de bedienden die in de loop van het beschouwde jaar bij hun werkgever een anciënniteit van 25 jaar of meer bereiken, één betaalde vrije dag worden toegekend ten titel van anciënniteitverlof.

HOOFDSTUK IV - CONVENTIONEEL VOLTIJDS BRUGPENSIOEN

Artikel 10

Het stelsel van het conventioneel voltijds brugpensioen, destijds ingevoerd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 8 april 1981, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 21 september 1981 en sedertdien verlengd, wordt verder gezet gedurende de période van 1 juli 2007 tót 30 juni 2009, volgens de voorwaarden bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst van 26 juni 2007 betreffende het conventioneel brugpensioen.

Artikel 11

In geval er overeenkomstig Bijlage II van het Interprofessioneel Akkoord voor de période 2007 - 2008, meer bepaald het hoofdstuk III, eerste punt, met betrekking tót personen na een loopbaan van 40 effectief gewerkte jaren een interprofessionele CAO in de Nationale Arbeidsraad wordt gesloten die voor de bedoelde personen de mogelijkheid opent om vanaf de leeftijd van 56 jaar aanspraak te maken op brugpensioen, dan zal op sectorniveau een bijkomende collectieve arbeidsovereenkomst worden afgesloten teneinde de in dergelijk geval door de werkgever verschuldigde aanvullende vergoeding, zoals bedoeld in artikel 5 van de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 17, te solidariseren.

HOOFDSTUK V - HALFTJDS BRUGPENSIOEN

Artikel 12

De collectieve arbeidsovereenkomst van 3 juni 1997 betreffende het halftijds brugpensioen wordt verlengd tót 31 december 2008.

HOOFDSTUK VI - SOCIAAL WAARBORGFONDS

Artikel 13

Artikel 2 van de statuten van het Sociaal Waarborgfonds voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf, vastgesteld bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 april 1979, gesloten in het paritair comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf, houdende coördinatie van de statuten van het Sociaal Waarborgfonds voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 11 december 1979, laatst gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 10 mei 2005, wordt gewijzigd als volgt :

" Artikel 2

De maatschappelijke zetel van het Fonds is gevestigd te Zellik, Leliegarde 22.

Hij kan, bij beslissing van het Paritair Comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf, naar elke andere plaats in België worden overgebracht."

Artikel 14

Artikel 3 van dezelfde statuten wordt gewijzigd als volgt :

"Artikel 3

Het Fonds heeft tót doel :

- 1° het innen van de bijdragen nodig voor de werking van het Fonds;
- 2° aan de bij artikel 6 bedoelde bedienden een aanvullende sociale uitkering toe te kennen en te vereffenen;
- 3° het verrichten van de betaling van de aanvullende vergoeding in het kader van het conventioneel brugpensioen voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst van 26 juni 2007 evenals van de bijzondere werkgeversbijdragen, bepaald bij artikel 268 van de programmawet van 22 december 1989 en bij artikel 141 van de programmawet van 29 december 1990.
- 4° het uitkeren van de bijdrage, bedoeld bij artikel 13, § 3 van deze statuten, tót stijving van het "Fonds voor bestaanszekerheid voor de bedienden van het Kleding- en Confectiebedrijf, opgericht bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 april 1981, gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden van het Kleding- en Confectiebedrijf," tót oprichting van een Fonds voor Bestaanszekerheid voor de bedienden het Kleding- en Confectiebedrijf en vaststelling van zijn statuten;
- 5° de uitkering te verzekeren van de vergoeding voorzien bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 2 juni 1994 betreffende de bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid, laatst gewijzigd door hoofdstuk IX van de collectieve arbeidsovereenkomst van 4 september 2007 houdende akkoord van sociale vrede 2007-2008;
- 6° het financieren van de initiatieven te nemen door de in het paritair comité vertegenwoordigde organisaties, met het oog op de sociale- en beroepsopleiding zoals zij door de raad van bestuur van het Fonds werden omschreven;
- 7° de uitkering van de bijdrage betaald overeenkomstig artikel 13, §4 van deze statuten, ter financiering van het Instituut voor Vorming en Onderzoek in de Confectie en ter uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst van 4 september 2007 betreffende vorming en tewerkstelling.
- 8° het financieren van de codex houdende de collectieve arbeidsovereenkomsten, gesloten in het paritair comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf."

Artikel 15

In artikel 13 van dezelfde statuten wordt de datum van 30 juni 2007 vervangen door de datum van 30 juni 2009.

Artikel 16

Artikel 14 van dezelfde statuten wordt vervangen door volgende bepaling :

"Van 1 januari 2001 tót 30 juni 2009 worden de werkgeversbijdragen bepaald op 0,83% van de bruto wedden der bedienden".

HOOFDSTUK VII - VORMING EN TEWERKSTELLING

Artikel 17

De collectieve arbeidsovereenkomst van 15 juli 2005 betreffende vorming en tewerkstelling wordt voortgezet tót 31 december 2008.

In de schoot van het Instituut voor Vorming en Onderzoek in de Confectie (IVOC) zullen de maatregelen worden overlegd die nodig zijn om een jaarlijkse toename van de participatiegraad aan vorming en opleiding met minstens vijf procentpunten te realiseren. Hiertoe zal onder meer het sectoriele stelsel van collectieve opleidingsplanning in de ondernemingen worden aangewend en versterkt met bijkomende aandacht voor de inbreng van de betrokken werknemers.

HOOFDSTUK VIII - SECTORALE TOEPASSING VAN CAO nr. 77 bis en ter en quater.

Artikel 18

Dit hoofdstuk verwijst naar de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 77 bis, ter en quater van de Nationale Arbeidsraad tót invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tót een halftijdse betrekking. Het bevat de sectorale invulling van verschillende bepalingen van de voornoemde Collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 bis, ter en quater voor de geldigheidsduur van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 19

- § 1. De maximumperiode van één jaar voor de uitoefening van het recht, bedoeld in artikel 3 van de voornoemde Collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 bis, ter en quater wordt op vijf jaar behouden voor aile bedienden.
- § 2. De bedienden die in toepassing van voornoemd artikel 3 tijdskrediet opnemen voor een langere période dan één jaar, kunnen dit vanaf het tweede jaar slechts doen per minimumperiode van één jaar.

Artikel 20

De grens van 5 %, bedoeld in Artikel 15 van de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 77 bis, ter en quater wordt gebracht op 8 %.

Voor de berekening van deze grens worden aile vormen van tijdskrediet in het kader van de voormelde CAO nr. 77 bis, ter en quater meegeteld, behalve het tijdskrediet van arbeid(st)ers die de leeftijd van 54 jaar of ouder hebben bereikt.

Op ondernemingsvlak kan deze grens worden verhoogd mits akkoord van de werkgever en rekening houdend met de mogelijkheden op het vlak van de arbeidsorganisatie.

De toepassing van de modaliteiten van onderhavig artikel kan, in ondernemingen waar reeds een bedrijfsakkoord bestaat, onderhandeld worden.

Artikel 21

Gelet op artikel 14 bis van de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 77 bis, ter en quater van de Nationale Arbeidsraad wordt overeen gekomen dat op het niveau van het paritair comité tijdens de duur van de huidige collectieve arbeidsovereenkomst inspanningen zullen worden gedaan teneinde te vermijden dat het inroepen van het begrip "sleutelfunctie" systematisch zou leiden tót het ontzeggen van het recht van toegang tót het tijdskrediet voor bedienden van 55 jaar of ouder die een sleutelfunctie uitoefenen.

HOOFDSTUK IX - BIJKOMENDE UITKERING BESTAANSZEKERHEID

Artikel 22

In artikel 2 van de Collectieve Arbeidsovereenkomst van 2 juni 1994 betreffende de bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid, laatst gewijzigd bij Collectieve Arbeidsovereenkomst van 20 juni 2005, wordt de datum van 11 mei 1994 vervangen door de datum van 26 juni 2007.

Artikel 23

In artikel 3 van de Collectieve Arbeidsovereenkomst van 2 juni 1994 betreffende de bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid, laatst gewijzigd bij Collectieve Arbeidsovereenkomst van 20 juni 2005, worden de vierde en de vijfde paragrafen vervangen door de volgende bepalingen en wordt een zesde paragraaf toegevoegd :

"§ 4. De maximale bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid bedraagt 4.500 euro voor bedienden die minstens 50 jaar en nog geen 55 jaar oud zijn op de eerste vergoede werkloosheidsdag en die niet in aanmerking komen voor het brugpensioen overeenkomstig de in het paritair comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf gesloten collectieve arbeidsovereenkomst van 26 juni 2007.

Om recht te hebben op deze bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid dienen zij het bewijs te kunnen voorleggen van :

- hetzij een ononderbroken tewerkstelling van minstens 2 jaar onmiddellijk voor het ontslag in één of meerdere ondernemingen ressorterend onder het paritair comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf;
- hetzij een tewerkstelling van minstens 5 jaar tijdens de laatste 10 jaar voorafgaand aan het ontslag in ondernemingen ressorterend onder het paritair comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf.

§ 5. De maximale bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid bedraagt 5.500 euro voor bedienden die minstens 55 jaar oud zijn op de eerste vergoede werkloosheidsdag en die niet in aanmerking komen voor het brugpensioen overeenkomstig de in het paritair comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf gesloten collectieve arbeidsovereenkomst van 26 juni 2007.

Om recht te hebben op deze bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid dienen zij het bewijs te kunnen voorleggen van :

- hetzij een ononderbroken tewerkstelling van minstens 2 jaar onmiddellijk voor het ontslag in één of meerdere ondernemingen ressorterend onder het paritair comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf;
- hetzij een tewerkstelling van minstens 5 jaar tijdens de laatste 10 jaar voorafgaand aan het ontslag in ondernemingen ressorterend onder het paritair comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf.

§ 6. Het forfaitaire bedrag per uitbetaling bedraagt 82,63 euro per maand gedurende de eerste 3 maanden van ononderbroken uitkeringsgerechtigde werkloosheid.

Per bewezen bijkomende periode van 3 maanden ononderbroken uitkeringsgerechtigde werkloosheid wordt een forfaitaire uitbetaling van 247,89 euro toegekend tót het recht uitgeput is.

Er worden geen andere dan de forfaitaire bedragen van 82,63 euro en van 247,89 euro toegekend; dit wil zeggen dat een ontslagen bediende die een langere werkloosheidsperiode dan de vereiste minimumduur kan bewijzen doch een niet voldoende lange periode voor een hoger bedrag, geen recht zal hebben op een bijkomend bedrag."

Artikel 24

In artikel 8 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 2 juni 1994 betreffende de bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid, laatst gewijzigd bij Collectieve Arbeidsovereenkomst van 20 juni 2005, wordt de einddatum vervangen door de datum van 31 december 2008.

HOOFDSTUK X - AANVULLENDE SOCIALE TOELAGE

Artikel 25

Artikel 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 juli 2005 tt vaststelling van het bedrag van de aanvullende sociale toelage wordt vervangen door volgende bepalingen :

"Overeenkomstig de bepalingen van artikel 7 van de statuten van het Sociaal Waarborgfonds voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf, laatst gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 15 juli 2005, wordt het bedrag van de aanvullende sociale toelage, welke elk jaar aan de rechthebbenden wordt toegekend, vastgesteld als volgt :

- in 2007 en 2008 :127,90 euro voor bedienden die voldoen aan de voorwaarden van artikel 6, § 1, § 2 en § 3 van de hoger vermelde statuten;
- in 2007 en 2008 : 37,18 euro voor de volledig en ononderbroken werkloos gebleven bedienden zoals bepaald bij artikel 6, § 4 van de hoger vermelde statuten."

Artikel 26

In artikel 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 juli 2005 tt vaststelling van het bedrag van de aanvullende sociale toelage wordt de datum van 31 december 2006 vervangen door de datum van 31 december 2008.

HOOFDSTUK XI - ACTUALISATIE FUNCTIECLASSIFICATIE

Artikel 27

Er wordt overeen gekomen om tijdens de duurtijd van de huidige collectieve arbeidsovereenkomst de hierna volgende functies bijkomend te beschrijven en in te schalen : "bediende voor het opstellen van complexe facturen" en "bediende in de boekhouding".

Tevens zal onderzoek worden verricht met het oog op een beschrijving en inschaling van volgende functies : bediende in het magazijn, "bediende belast met de inbreng van orders", "bediende belast met informatica bijstand"; "ontwerper"; bediende magazijn" ; bediende productievoorbereiding"; en "afdelingsverantwoordelijke" voor afdelingen zoals aankoop, planning, inning, verkoop, kwaliteit, informatica.

Er zal worden onderzocht in welke mate hiervoor een beroep kan worden gedaan op externe deskundigheid.

Artikel 28

Partijen komen uitdrukkelijk overeen om voor het einde van het jaar 2007 te komen tt een herformulering van de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 augustus 2001 betreffende de functieclassificatie, laatst gewijzigd bij CAO van 15 juli 2005.

Het doel van deze herformulering is het wegnemen van elke twijfel aangaande het eventueel discriminerend karakter van het in deze CAO voorkomende systeem van baremalonen die verwijzen naar de leeftijd van de bedienden.

Artikel 29

In de collectieve arbeidsovereenkomst betreffende de functieclassificatie zal rekening worden gehouden met de aanbeveling, geformuleerd in punt 5. b. van het interprofessioneel akkoord, derwijze dat anciënniteit van een werknemer bij dezelfde werkgever, na afloop van een contract van bepaalde duur of van een vervangingsovereenkomst, bij aanwerving met een contract van onbepaalde duur mee in rekening wordt genomen voor de vaststelling van het loon.

HOOFDSTUK XI» - PROEFPERIODES

Artikel 30

Een nieuwe proefperiode kan niet voorzien worden in arbeidsovereenkomsten van onbepaalde duur die onmiddellijk volgen op een arbeidsovereenkomst voor bepaalde tijd of een vervangingsovereenkomst van minstens zes maanden die betrekking had op hetzelfde werk.

HOOFDSTUK XIII - NIET-CUMULATIE VAN VOORDELEN

Artikel 31

In ondernemingen die reeds tussen 1 januari 2007 en de datum van afsluiten van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst voordelen hebben toegekend die minstens gelijk zijn aan de in deze collectieve arbeidsovereenkomst overeengekomen voordelen, dienen deze laatste niet meer te worden toegekend. Ondernemingen die deze laatste bepaling niet hebben toegepast, dienen hun bedrijfspraktijken verder aan te houden.

HOOFDSTUK XIV - SOCIALE VREDE

Artikel 32

Tijdens de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst waarborgen de ondertekenende partijen de inachtneming van de sociale vrede, hetgeen het volgende inhoudt :

- 1) alle bepalingen betreffende de wedden en arbeidsvoorwaarden worden strikt nageleefd en kunnen niet in betwisting worden gebracht door de werknemers- of de werkgeversorganisaties, noch door de bedienden of de werkgevers;
- 2) de werknemersorganisaties en de bedienden verbinden er zich toe geen eisen te stellen op nationaal noch op gewestelijk vlak, noch op dat van de onderneming aangezien alle individuele normatieve bepalingen geregeld zijn door onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst.

**Toetredingsakte t t de toewijzing van de koopkrachtverhoging
ingevolge de CAO van 10 september 2007 afgesloten in het Paritair
Comité voor de Bedienden van het Kleding- en Confectiebedrijf**

Terug te sturen aan de voorzitter van het paritair comité 215 (E. Blerotstraat 1 te 1070 Brussel)
v t 1 december 2007

1. identificatiegegevens van de werkgever

naam onderneming:

adres:

inschrijvingsnummer RSZ: 038-

aantal bedienden op het moment van de ondertekening van de toetredingsakte:

bevoegd Paritair Comité: bedienden kleding en confectie (nr. 215)

vakbondsafvaardiging bedienden: ja neen

2. verklaring

ondergetekende verklaart toe te treden t t  en van de onder punt 3. vermelde vormen van koopkrachtverhoging voorzien door de CAO van 10 september 2007 afgesloten in het Paritair Comité voor de Bedienden van het Kleding- en Confectiebedrijf

door middel van een collectieve arbeidsovereenkomst (in bijlage),

na overleg, maar zonder vakbondsafvaardiging, door middel van een gehandtekende lijst ondertekend door meer dan de helft van het aantal tewerkgestelde bedienden. (zie bijlage)

3. gekozen formule koopkrachtverhoging

- het storten van een werkgeverstoelage in het kader van een ondernemingspolis "groepsverzekering" of "extralegaal pensioen" met ingang van 01 januari 2008 voor een tweejaarlijks indexeerbaar bedrag gelijk aan €395,35 per jaar. Het bedrag van de indexering zal worden vastgelegd in de CAO sociale vrede.
- het storten van een werkgeverstoelage in het kader van een ondernemingspolis "hospitalisatieverzekering". Indien dit bedrag lager is dan €447,77 dan berekent de onderneming vervolgens het bedrag dat nog aan de bedienden moet worden toegekend onder de vorm van een weddenverhoging, ingaand op 01 mei 2008. Dit gebeurt aan de hand van volgende formule:

€447,77 verminderd met het jaarbedrag van de toelage betaald aan de verzekeringsmaatschappij, te delen door de factor 18,66 en af te ronden tót twee cijfers na de komma.

- het toekennen van maaltijdcheques ter waarde van €2,56 per dag, waarin de werkgever tussenkomt voor € 1,47 en de bediende voor €1,09.

(voor de deeltijdse werknemers wordt gekozen voor de alternatieve telling). De werkgeversbijdrage is tweejaarlijks indexeerbaar. Het bedrag van de indexering zal worden vastgelegd in de CAO sociale vrede.

Datum

Naam werkgever en handtekening

BIJLAGE: **collectieve arbeidsovereenkomst**
 gehandtekende lijst.